

L'an deux mille quatorze et le trente avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 30 AVRIL 2014

Date de convocation : 24 avril 2014

Affiché le : 6 mai 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 55 puis 54 à partir de la délibération n°60, puis 55 à partir de la délibération n°71

Nombre de pouvoirs : 8 puis 7 à partir de la délibération n°60, puis 8 à partir de la délibération n°71

Nombre de votants : 62

Nombre d'absents excusés : 1

PRÉSENTS :

Aubignan : Guy REY – France MIRTO – André CAMBE – Stéphane GAUBIAC – **Beaumes-de-Venise :** Christian GONNET – Sabine SOL – **Beaumont-du-Ventoux :** Bernard CHARRASSE – **Bédoin :** Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – **Caromb :** Léopold MEYNAUD – **Carpentras :** Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON arrivée à partir de la délibération n°60 – Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard ROLLAND – Bernard BOSSAN – Jacqueline RENOU – Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY – Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – **Crillon le Brave :** Guy GIRARD – **Flassan :** Michel JOUVE – **Gigondas :** Eric UGHETTO – **Lafare :** Jean-Paul ANRES – **La Roque Alric :** Francis JULLIEN – **La Roque sur Pernes :** Joseph BERNHARDT – **Le Barroux :** pouvoir – **Le Beaucet :** François ILLE – **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO – **Malaucène :** Dominique BODON – Bénédicte MARTIN – **Mazan :** Aimé NAVELLO – Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET – **Modène :** Christian RIPERT – **Saint Didier :** Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – **St Pierre de Vassols :** Ghislain GRICOURT – **Sarrians :** Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ – **Suzette :** Jean-Alain MAZAS (suppléant de Patricia OLIVERO) – **St Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO – **Vacqueyras :** Jean-Marie GRAVIER – **Venasque :** Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Agnès MOISSON a donné pouvoir à Francis ADOLPHE de la délibération n°55 à la n°59 - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Karine GUEZ a donné pouvoir à Bruno GANDON - Hervé DE LEPINAU a donné pouvoir à Jeanne YVAN - Danièle SIMONI a donné pouvoir à Guy BERNARD - Julien AUBERT a donné pouvoir à Véronique BAUDIN - Bernard MONNET a donné pouvoir à Gilles VÈVE – Anne-Marie BARDET a donné pouvoir à Gérard VILLON à partir de la délibération n°71-14.

ABSENTS EXCUSÉS : Julien LANGARD

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : France MIRTO

Conseil de Communauté du 30 avril 2014

Délibération n°66-14

Rapport sur l'état de la dette et l'évolution de la dette

Conseil de Communauté du 30 avril 2014
Délibération n°66-14
Rapport sur l'état de la dette et l'évolution de la dette

Rapporteur : le Président

Comme cela avait été fait lors du vote des Budgets Primitifs 2012 et 2013, et conformément aux recommandations de la circulaire N° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010, il vous est rendu compte des opérations effectuées en matière de gestion de la dette à travers la présentation d'un bilan détaillé des actions de l'année et de l'évolution envisagée.

Le présent rapport retrace donc les opérations effectuées en 2013, présente un point sur l'état de la dette au 1^{er} janvier 2014 et décrit les perspectives pour l'année 2014.

1- Bilan des actions menées en 2013 en matière de gestion de la dette

Au niveau du contexte général, l'année 2013 aura été marquée par la fin de la période de restriction de l'offre bancaire, constatée l'année précédente. La Banque Postale a pu développer au cours de l'année toute sa gamme de prêt aux collectivités, et la Caisse des Dépôts et Consignations a mis en place une enveloppe de financement pluriannuelle de 20 milliards d'euros, comprenant des critères d'éligibilité assouplis, et permettant de se financer sur des durées longues (jusqu'à 40 ans). Ces deux offres venant se rajouter à celle des autres prêteurs traditionnels présents depuis de nombreuses années sur le marché des collectivités territoriales (Crédit Agricole, Caisse d'épargne, Société Générale...), la plupart des collectivités territoriales n'ont eu aucun mal à bénéficier de propositions de prêt, même si celles-ci sont restées à des niveaux de marge nettement plus élevées qu'il y a deux ou trois ans.

Autre élément de contexte : ce niveau de marge élevé s'est conjugué avec un niveau d'index historiquement bas, ce qui au final a permis sur l'année 2013 d'emprunter à des taux d'intérêts faibles, qu'il s'agisse de taux fixe ou de taux variable.

Enfin, dernier élément, propre à la CoVe celui-là : les dépenses d'équipement de l'année 2013 ont atteint le niveau particulièrement élevé de 19,3 millions d'euros (en partie du fait de l'acquisition du site du marché gare de Carpentras), ce qui a nécessité un recours accru à l'emprunt.

La politique de financement suivie en 2013 aura donc consisté, au fur et à mesure de l'apparition des besoins de financement, à mobiliser des prêts en mixant durées longues (30 ans) et plus courtes (15 ans), et en alternant taux fixes et révisables, conformément à la stratégie affichée lors du vote du Budget Primitif 2013.

Au premier trimestre, la CoVe a donc signé un contrat de prêt de 3 980 000 € dans le cadre de l'enveloppe spécifique bonifiée de la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des infrastructures de transport (liaison voie ferrée Avignon-Carpentras). Les fonds ont été mobilisés en trois tirages distincts :

- avril 2013 : 1 300 000 € - taux révisable indexé sur euribor + marge 1,42 %
- juillet 2013 : 1 400 000 € - taux révisable indexé sur euribor + marge 1,30 %
- décembre 2013 : 1 280 000 € - taux révisable indexé sur taux du livret A + marge 1 %

Ces trois tirages ont été réalisés sur une durée de 30 ans.

En fin d'année 2013, une consultation a été lancée afin de pourvoir aux besoins de financement de fin d'année 2013 et de début d'année 2014. Ont été retenues, à l'issue de cette consultation les offres suivantes :

- 3 000 000 € en taux fixe 15 ans à 3,18 % (amortissement constant du capital – trimestriel) auprès de la Banque Postale. Le contrat a été signé en décembre et l'appel des fonds a eu lieu sur le même mois.
- 2 000 000 € en taux fixe 15 ans à 3,26 % (remboursement par trimestrialité constante) auprès du Crédit Agricole. Le contrat a été signé en décembre et les fonds mobilisés en avril 2014.

En parallèle, la CoVe a contracté en décembre 2013 sur la nouvelle enveloppe de prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- 1 166 372 € pour le financement du pôle d'échange multimodal, en taux révisable 30 ans indexé sur taux du livret A + 1,00 %
- 600 000 € pour le financement du programme d'aide à la construction de logements sociaux, en taux révisable 30 ans indexé sur taux du livret A + 1,00 %

Les fonds correspondant seront appelés entre les mois de juillet et septembre 2014.

2- Analyse de l'état de la dette au 1^{er} janvier 2014

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140430-delib66-14-DE
Date de télétransmission : 06/05/2014
Date de réception préfecture : 06/05/2014

Cette analyse porte sur le budget principal de la CoVe. Toutefois, il est important de noter que le choix effectué en matière de financement des budgets annexes a conduit la CoVe à ne contracter d'emprunts jusqu'alors que sur le seul budget principal. Ainsi, les états de la dette présentés ci-dessous représentent l'intégralité de l'endettement de notre EPCI.

L'encours de dette s'élève au 1/1/2014 à 16 392 368 € soit 232,98 € par habitant contre 227 € pour la moyenne des communautés d'agglomérations de même strate (368€ budgets annexes compris - chiffre 2011). Le ratio dette sur épargne brute au 31/12/2013 s'élève à 2,0 contre 3,5 pour la moyenne des CA de même strate. On peut donc considérer que la CoVe dispose d'une véritable capacité à mobiliser des emprunts nouveaux dans les années à venir.

La répartition par prêteurs est équilibrée avec dix prêteurs différents, la SFIL, Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, et la Caisse des dépôts et consignations représentant la part de l'encours la plus importante (74 % en tout).

Récapitulation par établissement prêteur du 01/01/2014 au 31/12/2014 *

Récapitulation par établissement prêteur	Dette en capital		Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
	à l'origine	au 01/01/2014		Intérêts	Capital
ARKEA BEI	4 000 000,00 €	3 733 333,33 €	412 640,00 €	145 973,33 €	266 666,67 €
Caisse Allocations Familiales	71 434,58 €	24 752,40 €	7 142,50 €	0,00 €	7 142,50 €
CAISSE D'EPARGNE	110 000,00 €	30 417,82 €	11 788,80 €	1 140,44 €	10 648,36 €
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 980 000,00 €	3 951 352,45 €	183 959,88 €	69 298,07 €	114 661,81 €
CREDIT AGRICOLE	600 000,00 €	435 000,00 €	49 789,13 €	19 789,13 €	30 000,00 €
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	2 500 000,00 €	1 750 000,00 €	129 662,82 €	4 662,82 €	125 000,00 €
CREDIT MUTUEL	1 000 000,00 €	627 693,39 €	74 345,96 €	25 787,93 €	48 558,03 €
DEXIA CL	500 000,00 €	387 033,09 €	16 617,62 €	2 425,08 €	14 192,54 €
SFIL CAFFIL	6 593 690,83 €	4 435 660,07 €	487 606,08 €	137 369,60 €	350 236,48 €
SOCIETE GENERALE	1 300 000,00 €	1 017 125,37 €	99 337,80 €	45 665,32 €	53 672,48 €
total	20 655 125,41 €	16 392 367,92 €	1 472 890,59 €	452 111,72 €	1 020 778,87 €

* ne comprend que les seuls emprunts encaissés au 1/1/2014

Les emprunts à taux fixes (15 contrats) représentent la part prédominante de l'encours (63 %) avec un taux moyen d'intérêt de 3,95 %, dont 4 emprunts sans intérêt contractés auprès de la CAF. Les emprunts à taux révisable comprennent 3 lignes indexées sur euribor, une indexée sur livret A et un crédit revolving multi index contracté auprès de Crédit agricole Corporate and Investment Bank. Le taux moyen de ces emprunts à taux révisable est de 1,23 %.

Etat par catégorie de dette du 01/01/2014 au 31/12/2014 - Budget primitif (état prévisionnel)

Date d'encaissement	Numéro de contrat	Organisme prêteur	Durée	Taux				Per. du rem b.	Dette en capital au 01/01/2014	Annuité à payer au cours de l'exercice		Annuité à payer dans l'exercice
				FRV	Index	Marge	Act.			Intérêts	Capital	
14/12/2001	000998	SFIL CAFFIL	15,00	F	Taux fixe à 4.66 %	0,0000%	4,66%	T	172 938,35 €	7 051,56 €	57 646,04 €	64 697,60 €
01/11/2002	001009	SFIL CAFFIL	15,00	F	Taux fixe à 4.47 %	0,0000%	4,47%	A	75 221,72 €	3 362,41 €	17 590,44 €	20 952,85 €
01/05/2003	001005	SFIL CAFFIL	20,00	F	Taux fixe à 4.66 %	0,0000%	4,66%	T	1 187 500,00 €	53 153,13 €	125 000,00 €	178 153,13 €
30/04/2004	001006	CREDIT MUTUEL	20,00	F	Taux fixe à 4.23 %	0,0000%	4,23%	T	627 693,39 €	25 787,93 €	48 558,03 €	74 345,96 €
22/06/2004	001010	CAISSE D'EPARGNE	12,00	F	Taux fixe à 4.31 %	0,0000%	4,31%	T	30 417,82 €	1 140,44 €	10 648,36 €	11 788,80 €
26/10/2004	001011	DEXIA CL	30,00	V	Euribor 12 M + 0.08	0,0800%	0,627%	A	387 033,09 €	2 425,08 €	14 192,54 €	16 617,62 €
20/12/2006	16750 001	SOCIETE GENERALE	20,00	F	Taux fixe à 3.917 %	0,0000%	3,9741%	T	147 087,84 €	5 710,41 €	8 831,51 €	14 541,92 €
20/12/2006	16751 001	SOCIETE GENERALE	20,00	F	Taux fixe à 3.917 %	0,0000%	3,9741%	T	367 719,30 €	14 276,01 €	22 078,83 €	36 354,84 €
24/07/2008	1019	CREDIT AGRICOLE	20,00	F	Taux fixe à 4.67 %	0,0000%	4,67%	T	435 000,00 €	19 789,13 €	30 000,00 €	49 789,13 €
27/10/2008	1020	SOCIETE GENERALE	20,00	F	Taux fixe à 5.2 %	0,0000%	5,20%	T	502 318,23 €	25 678,90 €	22 762,14 €	48 441,04 €
19/12/2012	1024	ARKEA BEI	14,00	F	Taux fixe à 3.91 %	0,0000%	3,91%	A	3 733 333,33 €	145 973,33 €	266 666,67 €	412 640,00 €
08/03/2013	1027	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30,00	V	Livret A + 1	1,0000%	2,25%	T	1 280 000,00 €	26 074,14 €	36 798,35 €	62 872,49 €
29/04/2013	1025	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30,00	V	Euribor 03 M + 1.42	1,4200%	1,645%	T	1 281 370,95 €	21 523,46 €	37 538,36 €	59 061,82 €
05/07/2013	1026	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30,00	V	Euribor 03 M + 1.3	1,3000%	1,525%	T	1 389 981,50 €	21 700,47 €	40 325,10 €	62 025,57 €
18/12/2013	1028	SFIL CAFFIL	15,00	F	Taux fixe à 3.18 %	0,0000%	3,18%	T	3 000 000,00 €	73 802,50 €	150 000,00 €	223 802,50 €
	Emprunts bancaires								14 617 615,52 €	447 448,90 €	888 636,37 €	1 338 085,27 €
07/12/2007	001017	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	19,00	V	TAG 03 M + 0.1	0,1000%	0,2327%	-	1 750 000,00 €	4 662,82 €	125 000,00 €	129 662,82 €
	Crédit Revolving								1 750 000,00 €	4 662,82 €	125 000,00 €	129 662,82 €
01/09/2006	1021	Caisse Allocations Familiales	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	3 132,00 €	0,00 €	1 044,00 €	1 044,00 €
01/09/2006	1022	Caisse Allocations Familiales	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	5 760,00 €	0,00 €	1 920,00 €	1 920,00 €
01/09/2006	1023	Caisse Allocations Familiales	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	2 560,80 €	0,00 €	853,60 €	853,60 €
05/09/2007	1016	Caisse Allocations Familiales	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	13 299,60 €	0,00 €	3 324,90 €	3 324,90 €
	Emprunts auprès d'autres organismes								24 752,40 €	0,00 €	7 142,50 €	7 142,50 €
									16 392 367,92 €	452 111,72 €	1 020 778,87 €	1 472 890,59 €

La durée de vie résiduelle moyenne de l'ensemble de la dette s'établit à 17 ans et 1 mois.

Enfin notons que l'ensemble des emprunts contractés par la CoVe sont rangés dans la catégorie A1 de la classification officielle incluse dans la charte de bonne conduite, soit la catégorie la moins risquée.

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE)							A2.9
Structures		(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Indices sous-jacents							
	(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	20	-	-	-	-
		% de l'encours	100,00%	-	-	-	-
		Montant en euros	16 392 368 €	-	-	-	-
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier		Nombre de produits	-	-	-	-	-
		% de l'encours	-	-	-	-	-
		Montant en euros	-	-	-	-	-
(C) Option d'échange (swaption)		Nombre de produits	-	-	-	-	-
		% de l'encours	-	-	-	-	-
		Montant en euros	-	-	-	-	-
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé		Nombre de produits	-	-	-	-	-
		% de l'encours	-	-	-	-	-
		Montant en euros	-	-	-	-	-
(E) Multiplicateur jusqu'à 5		Nombre de produits	-	-	-	-	-
		% de l'encours	-	-	-	-	-
		Montant en euros	-	-	-	-	-
(F) Autres types de structures		Nombre de produits	-	-	-	-	-
		% de l'encours	-	-	-	-	-
		Montant en euros	-	-	-	-	-

3- Perspectives pour 2014

Le projet de budget primitif 2014 s'équilibre avec un montant de 237 K€ d'emprunts, auquel il faut rajouter 5 439 K€ d'emprunts prévus en 2013, non réalisés et réinscrits sur l'exercice 2014, soit au total 5 676 K€. Ce chiffre est un montant plafond, qui ne serait atteint que si l'on était en mesure de mandater l'intégralité des dépenses d'investissements prévues au budget. Comme pour les années passées le rythme de réalisation des dépenses d'investissement, ainsi que l'évolution du solde de notre compte au trésor seront surveillés de près afin d'être en mesure de déclencher le moment venu la mobilisation d'un ou de plusieurs emprunts. D'un point de vue pratique, après avoir mobilisé d'ici septembre 2014 les deux emprunts CDC contractés fin 2013, une ou plusieurs consultations pourront être organisées sur la fin de l'année. La CoVe dispose d'un contrat d'assistance à la gestion de la dette auprès de la société Finance Active, ce qui permet de disposer d'une expertise pointue, sollicitée systématiquement lors de l'analyse des offres reçues.

L'objectif à fin 2014 en matière d'équilibre de l'encours de dette par type d'emprunt s'établit comme suit :

- emprunt à taux fixe : entre 50 % et 70 % de l'encours
- emprunt à taux variable ou révisable : entre 20% et 30 % de l'encours
- crédit revolving : entre 10 % et 15 % de l'encours

Enfin, comme cela a été le cas en 2013, il est envisagé pour 2014 de mixer des emprunts à durée longue (30 ans) en utilisant l'offre de la CDC, avec des emprunts à durée plus courte (15 ans) pour lesquels l'offre bancaire est la plus fournie.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

Article 1 : PREND ACTE de la présentation du rapport sur l'Etat de la dette et l'évolution de la dette.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :



Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140430-delib66-14-DE
Date de télétransmission : 06/05/2014
Date de réception préfecture : 06/05/2014